



Un contact anonyme pour des enfants en détresse

Rien n'est plus aidant pour les enfants vivant avec un parent alcoolodépendant que des relations solides en dehors du cercle familial. Il n'est cependant pas facile du tout de construire de telles relations. Un nouveau site Internet d'Addiction Info Suisse, qui comprend un forum de discussion, entend devenir un premier point de contact anonyme pour les enfants concernés.



ROMPRE LE CERCLE VICIEUX.

Depuis quelques années, les spécialistes sont conscients de la situation émotionnellement forte des enfants qui vivent dans des familles touchées par l'alcool. Des offres à bas seuil sont nécessaires.

PAGE 2



APPRENDRE LES UNS DES AUTRES, C'EST EFFICACE!

Il n'est pas nécessaire de réinventer la roue. Ceci vaut également pour les spécialistes du conseil dans le domaine des addictions. Une plateforme d'échange et de formation leur permet de travailler en réseau.

PAGE 6



«POUR UNE FOIS, BRISER LE TABOU.»

Un site Internet peut faire office d'offre d'aide à bas seuil, qui pourrait servir aux enfants concernés de s'entretenir de façon anonyme avec des professionnels. C'est l'avis de Filip Pavlinec, du service de consultation de la Croix-Bleue à Thoune.

PAGE 8



«L'OBJECTIF N'EST PAS UNE SOCIÉTÉ SANS ADDICTION.»

Notre interview avec Markus Jann de l'OFSP sur le rapport «Défi addictions» issu des réflexions de trois commissions fédérales d'expert qui explorent des nouvelles voies en matière de substances psychoactives.

PAGE 11

Rompre le cercle vicieux

Les enfants de parents alcoolodépendants sont exposés – bien plus que tout autre groupe social – à l’addiction. Mais beaucoup d’entre eux restent sains parce qu’ils ont suffisamment de facteurs protecteurs. Divers projets ont pour objectif de renforcer ces facteurs positifs. Ces offres d’aide seront désormais complétées par le nouveau site Internet d’Addiction Info Suisse, qui propose ainsi un accès à bas seuil.

Dans les familles dont l’un des parents est alcoolodépendant, tout tourne autour de la personne qui boit. Les enfants risquent dans la plupart des cas d’être délaissés. De façon étonnante, il en a longtemps été de même dans les thérapies. Le patient était au centre des préoccupations, le ou la partenaire étant parfois inclus. La prise en considération de la situation difficile des enfants ne date que de ces dernières années.

Tout tourne autour de la personne alcoolodépendante

L’alcool domine le quotidien dans les familles dont un ou les deux parents boivent. Les autres membres de la famille se focalisent sur la personne alcoolique, elle-même dépendante de son état psychique et de son degré d’alcoolisation. «Dans ces conditions, impossible de se sentir en sécurité dans le refuge familial,

car les enfants ne savent jamais dans quel état ils vont trouver leur maman ou leur papa», nous explique Irene Abderhalden, responsable du secteur Prévention à Addiction Info Suisse. Selon les jours, l’enfant perçoit son parent alcoolodépendant comme affectueux ou non, et ce sans lien avec son propre comportement.

A cela s’ajoute le fait que, très souvent, la vie du conjoint d’une personne dépendante tourne aussi autour de l’alcool. Ce parent a ainsi, lui ou elle, aussi moins de temps et d’énergie pour s’occuper des enfants, qui sont dès lors contraints de vivre en permanence sur le qui-vive et de s’adapter aux changements permanents de situation.

Les sentiments et les besoins s’en trouvent relégués. Ces enfants doivent souvent faire face à des responsabilités beaucoup

Les autres membres de la famille se focalisent sur la personne alcoolique, elle-même dépendante de son état psychique et de son degré d’alcoolisation.



Construire sur ses propres forces protège les enfants des effets négatifs de l'alcoolodépendance dans la famille.

Selon diverses études, un enfant sur trois développe une dépendance au cours de sa vie s'il a eu des parents alcoolodépendants.

trop grandes pour leur âge. «Ils n'ont plus droit à l'insouciance de l'enfance», nous confie Irene Abderhalden. Ils sont aussi fréquemment témoins, voire victimes de violences physiques ou psychiques.

Honte, colère, peur

Face à de telles situations, les enfants réagissent par la honte, la colère, la peur. Mais à qui se confier? Car ils apprennent très vite aussi que la situation de leur famille est un sujet tabou face aux tiers et dans la famille elle-même. «En parler à la parenté, aux enseignants, aux voisins, c'est trahir la famille»,

explique Irene Abderhalden. Alors que s'ouvrir à une personne de confiance et décharger son fardeau serait justement la bonne réponse.

Peur, honte et tabou forment un cercle vicieux. Comment le rompre pour éviter que la dépendance ne se reporte sur la génération suivante? Selon diverses études, un enfant sur trois développe une dépendance au cours de sa vie s'il a eu des parents alcoolodépendants. Ce taux de risque est six fois plus élevé que dans les familles non dépendantes. Pour un deuxième tiers environ des enfants, les séquelles sont légères, tandis que le tiers restant développe une vie semblable à celle de la majorité des enfants.

Relations salvatrices

Jusqu'ici, la recherche se concentrait surtout sur l'étude du problème et des problèmes des enfants. Aujourd'hui, elle s'intéresse davantage aux facteurs protecteurs qui permettent un développement sain de ces enfants, malgré un contexte de vie difficile. Il y a les facteurs de nature héréditaire. Il y a aussi les facteurs de nature sociale, en particulier les relations stables et fiables en dehors du domicile familial: les jeunes font ainsi l'expérience du sentiment de sécurité. «De telles

Les enfants peuvent surtout apprendre que l'alcoolisme est une maladie dont ils ne sont pas responsables.

relations encouragent les enfants à verbaliser les difficultés vécues à la maison et celles relatives à la dépendance de leur parent», ajoute Irene Abderhalden. Parenté, enseignants, voisins, ou encore parents de camarades d'école, tels peuvent être les référents externes à la famille.

Les barrières sont difficiles à franchir

Les groupes de parole peuvent être très utiles pour les enfants concernés à l'instar des offres existant déjà aussi bien dans les cantons alémaniques que romands. Ces groupes offrent aux enfants un espace protecteur dans lequel ils peuvent communiquer leurs expériences et se soutenir mutuellement. Ils peuvent enfin aussi être enfants, communiquer avec d'autres enfants plongés dans des situations similaires, donner libre cours à leurs sentiments et, surtout, apprendre que l'alcoolisme est une maladie dont ils ne sont pas responsables.

Toutefois, ces groupes souffrent de plusieurs handicaps majeurs. Tout d'abord, leur seuil d'accessibilité est très élevé. Ensuite, repérer les enfants à risque et communiquer avec eux tient de la gageure. Enfin, les parents ont souvent beaucoup de difficulté à admettre leur dépendance à l'alcool. Il est

donc a fortiori d'autant plus difficile pour eux de reconnaître que les enfants souffrent de cette situation.

Il y a d'autres obstacles, par exemple, la peur qu'une personne externe apprenne le problème de la dépendance et que la garde de l'enfant leur soit retirée. Enfin, certains obstacles sont de nature très pratique: une mère qui, malgré l'alcoolodépendance de son mari, fait tout pour joindre les deux bouts n'a souvent plus le temps de se consacrer à son enfant.

Offres à bas seuil

Les groupes de parole ont une utilité essentielle, mais ils n'atteignent jamais qu'une infime partie des enfants concernés. Les plateformes web complètent donc judicieusement le dispositif. Addiction Info Suisse a créé un site web et un forum (voir encadré) précisément pour mieux ouvrir les portes. Dans le meilleur des cas, ce site permettra aux enfants et aux adolescents de surmonter leurs appréhensions et de trouver l'aide qui leur convient, par exemple, avec un groupe de parole. En tous les cas, il servira de source d'information objective adaptée au langage de l'enfance et de plateforme d'échange entre spécialistes, enfants et adolescents confrontés à l'alcoolodépendance. ●

Salut, tu n'es pas tout seul !

Addiction Info Suisse lance le 14 avril une nouvelle plateforme web avec deux adresses, www.papaboit.ch et www.mamanboit.ch. La page d'accueil invite les enfants et les adolescents de parents alcoolodépendants à amorcer une réflexion positive sur la dépendance de leurs parents. Rédigé dans le langage de l'enfance, il propose des informations objectives, soulignant surtout que l'alcoolodépendance est une maladie dont ils ne sont aucunement responsables. Ce site a pour ambition de les encourager à mieux gérer leur situation.

La nouvelle plateforme propose également un forum de discussion. Les enfants peuvent y échanger librement entre eux et faire le constat qu'ils ne sont pas seuls avec leurs pro-

blèmes. L'avantage premier du site web, c'est que les enfants peuvent communiquer en tout temps, en gardant l'anonymat, depuis chez soi. Il s'agit également d'encourager les enfants et les adolescents à s'adresser à un service de consultation.

Le nouveau site web propose un espace pour les 8 à 12 ans et un espace pour les 13 ans et plus. Il est rédigé en français et en allemand (www.papatrinkt.ch ou www.mamatrinkt.ch). Dans sa phase de lancement, le forum sera animé par les spécialistes d'Addiction Info Suisse. Dans une optique à plus long terme, Addiction Info Suisse envisage une collaboration avec d'autres organisations. Ce site a pour vocation de compléter les offres d'aide, telles qu'il en existe déjà dans divers cantons. ●

Apprendre les uns des autres, c'est efficace!

Rendez-vous le 14 avril! Addiction Info Suisse organise sa deuxième plateforme d'échange et de formation pour les professionnels qui travaillent en faveur des enfants de parents dépendants. Cette journée a des objectifs pragmatiques: écouter, apprendre, valoriser les synergies, créer des passerelles entre les projets.

Les enfants de parents vivant dans une famille touchée par l'alcool sont toujours plus nombreux et, depuis quelques années, les spécialistes affichent un intérêt croissant pour ces enfants en difficulté. Mais les expériences réalisées jusqu'ici en termes d'interventions et de traitements restent parcellaires: les programmes cantonaux fonctionnent quasi en parallèle, et chacun réinvente la roue sans profiter de l'expérience des autres. Or, toutes les institutions sont confrontées aux mêmes défis, par exemple, la difficulté d'accéder aux enfants – un problème majeur, en Suisse comme en Europe.

Sensibiliser et réseauter

Voilà pourquoi, en 2010 déjà, l'OFSP mandate Addiction Info Suisse pour mettre sur pied une plateforme nationale d'échange et de formation dans le cadre du Programme National Alcool. L'idée est simple: réunir tous les

responsables de projets cantonaux autour d'une même table. Vu l'impact très positif, la recette est reconduite en 2011: la deuxième rencontre nationale aura lieu le 14 avril.

Le programme de cette journée est axé sur la sensibilisation interne et le réseautage externe. Comment amener son institution à s'engager pour les enfants de familles en proie à l'alcoolisme? Comment motiver ses collaborateurs pour ce groupe-cible et comment abaisser le seuil d'inhibition? Tels sont les thèmes qu'abordera Regula Rickenbacher, cheffe de projet auprès de la fondation argovienne d'aide en cas de dépendances (ags). La fondation ags a réussi, après une phase préparatoire assez complexe, de créer au début de cette année des groupes de parole pour enfants et des cours d'encadrement pour les parents.

Les institutions doivent axer leurs efforts non seulement sur la sensibilisation interne, mais

Chacun réinvente la roue sans profiter de l'expérience des autres.

Les partenaires cantonaux seront également invités à exposer leurs projets.

aussi sur le réseautage externe avec les spécialistes de l'assistance aux enfants et aux adolescents, les services médico-sociaux, etc. Alain Beney, chef de projet à la Ligue valaisanne contre les toxicomanies (LVT), relatera ses expériences dans ce domaine. La LVT est aussi sur le point de créer un groupe de parole pour enfants.

Une voix pour les enfants

En marge des exposés thématiques et des échanges d'expériences, Addiction Info Suisse présentera son nouveau site Internet et son forum de discussion lors d'une rencontre avec les médias, à l'occasion de laquelle les partenaires cantonaux seront également invités à exposer leurs projets. Une évidence s'impose: il faut multiplier les efforts de sensibilisation au plan cantonal et national pour que les enfants – souvent oubliés – de parents alcoolodépendants puissent faire entendre leur voix et devenir ainsi un pôle d'intérêt pour l'opinion publique. (ia) ●

«Il est essentiel que les enfants puissent briser le tabou»

Utiles, mais souvent peu accessibles, les programmes d'aide aux enfants de parents alcoolodépendants ont un impact insuffisant. Filip Pavlinec, du service de consultation de la Croix-Bleue à Thoun, salue la nouvelle plateforme web d'Addiction Info Suisse, qui s'adresse aux enfants vivant dans des familles alcoolodépendantes. Pour ces enfants, ces offres à bas seuil et anonymes sont une aide précieuse.

Filip Pavlinec, la Croix-Bleue de Thoun a créé un groupe de parole pour enfants de parents alcoolodépendants. Ce groupe est l'un des rares en Suisse à rassembler un nombre suffisant d'enfants. Pourquoi?



Filip Pavlinec,
du service de consultation,
Croix-Bleue, Thoun

Un enfant participe ou non à un groupe de parole selon que ses parents le soutiennent ou non. Mais pour être d'accord, les parents doivent au préalable avoir admis leur dépendance. Or, cette prise de conscience n'a souvent pas lieu, chez les deux partenaires s'entend. Et puis, il y a toujours la crainte de la tierce personne qui constate les problèmes et qui placera peut-être l'enfant en accueil. Autre condition, le parent «sain» doit être suffisamment fort pour tenir tête au partenaire dépendant, souvent peu enclin à accepter que son enfant s'exprime devant d'autres. Enfin, amener un enfant dans un groupe de

parole chaque mercredi après-midi devient rapidement une charge de trop pour qui est confronté à un quotidien déjà très lourd.

En d'autres termes, les programmes existants sont bons, mais faut-il vraiment optimiser les conditions d'accessibilité en développant de nouveaux programmes à bas seuil ?

En Suisse, on dénombre environ 250 000 personnes alcoolodépendantes. Les enfants vivant dans une famille en proie aux problèmes d'alcoolisme peuvent donc bien se chiffrer par dizaines de milliers. Au niveau suisse, les groupes de parole touchent au mieux 50 enfants par année. Une goutte d'eau dans la mer, et encore ! Il y a donc bel et bien urgence.

Addiction Info Suisse propose désormais un nouveau site web

En général, le premier pas se fait sur Internet, suivi d'une seconde démarche auprès d'un service de consultation spécialisé.

doublé d'un forum spécialement destiné aux enfants et aux adolescents. L'anonymat d'Internet est-il un avantage?

De manière générale, l'addiction appelle des réponses à bas seuil: les personnes concernées attendent de pouvoir s'informer de manière totalement libre et anonyme. Je ne vois pas pourquoi il en irait autrement pour les enfants. Finalement, l'enfant n'a pas besoin de la permission des parents pour accéder à Internet et pour se connecter depuis sa chambre. Ce sont des avantages qui peuvent s'avérer déterminants.

La Croix-Bleue a déjà mis en place plusieurs forums. Quelles sont vos expériences ?

Nous animons un forum en ligne pour les adultes, qui peuvent poser des questions anonymes à des spécialistes, mais aussi communiquer en ligne avec d'autres intervenants. Ces échanges déploient souvent une dynamique telle qu'on assiste à l'émergence d'un véritable groupe d'entraide en ligne. L'optique est différente lorsqu'il s'agit d'un forum en ligne destiné aux enfants: ceux-ci doivent d'abord apprendre qu'ils ne sont pas seuls face à leurs problèmes, mais que d'autres enfants y sont aussi confrontés. Ce qu'ils

vivent – tristesse, honte, insécurité – est une réaction normale à une situation anormale.

Un forum pour enfants peut-il briser les tabous?

Oui, c'est même essentiel: il faut amener les enfants à briser le tabou qui isole leur famille du reste du monde. Dès qu'un lien est établi avec l'extérieur, il peut être réactivé en tout temps, même après plusieurs années. Nous connaissons des cas où les personnes ont gardé sur elles l'adresse d'un service de consultation pendant cinq ans avant de s'y annoncer. Chez les personnes dépendantes, tout comme chez leurs enfants, ces processus décisionnels sont souvent longs. Chaque élément qu'ils rencontrent sur le chemin de la prise de décision, leur donne un espoir supplémentaire d'avancer. Une aide en ligne peut être l'un de ces éléments.

Voyez-vous aussi des désavantages à l'anonymat?

Un e-mail ou un forum en ligne ne résoudreont certainement pas toutes les questions. On ne peut que spéculer sur le nombre de personnes qui auraient sonné à la porte d'un service de consultation au lieu de faire appel à une offre en ligne. Mais en général, le premier pas se

L'expérience montre que les nouvelles offres en ligne peuvent modifier la communication avec les personnes dépendantes à l'échelon d'un pays entier.

fait sur Internet, suivi d'une seconde démarche auprès d'un service de consultation spécialisé. Et même si tel n'est pas le cas, l'information aura au moins passé la rampe. Souvent, il faut attendre des années jusqu'à ce que les personnes concernées fassent le pas suivant.

A votre avis, un site web pourrait-il modifier le travail des services de consultation avec les enfants et leurs parents?

Notre espoir est qu'un tel site web contribue à mieux faire connaître les souffrances des enfants de parents dépendants – parmi les professionnels aussi. L'expérience montre que les nouvelles offres en ligne peuvent modifier la communication

avec les personnes dépendantes à l'échelon d'un pays entier. Ainsi, au Danemark par exemple, il a fallu attendre la mise en place de thérapies pour les enfants adultes de parents alcoolodépendants pour que le problème soit réellement identifié.

Qu'espérez-vous avant tout du nouveau site Internet et de son forum d'Addiction Info Suisse?

Qu'ils puissent aider les enfants à comprendre, avec l'aide de professionnels, qu'on peut vivre autrement avec les substances psychoactives que ce qu'ils connaissent de la maison. Tout ce qui peut les aider à se forger une vision objective et à s'informer sans a priori est positif. ●

«L'objectif n'est pas une société sans addiction»

Elargir la réflexion sur les addictions, tel est l'objectif du rapport «Défi addictions» rédigé par les trois commissions fédérales d'experts, qui proposent d'adapter les stratégies face aux substances psychoactives. Markus Jann, chef de la Section Drogues à l'Office fédéral de la santé publique, nous explique les grandes lignes du rapport.

Markus Jann, quel est l'objectif du rapport «Défi addictions»?

Ce rapport veut, dans le cadre d'un concept de politique globale en matière d'addiction, harmoniser les mesures des différents domaines – alcool, tabac, drogues illégales, mais aussi comportements addictifs. L'objectif n'est pas l'utopie d'une société sans addiction, même si c'est en soi une belle idée. Il s'agit bien au contraire de trouver des réponses efficaces aux problèmes des addictions, en constante évolution.



Markus Jann
Chef section drogues, OFSP

On a l'impression, à la lecture du rapport, que l'intention est d'aller plus loin encore et de gommer les différences d'approche face aux substances psychoactives.

Bien entendu, il y a des différences. Ce rapport n'est pas là pour les effacer, bien au contraire: il s'agit de les rendre visibles et de les expliquer. Derrière chaque addiction se cache un modèle

similaire, mais chaque addiction développe ensuite sa propre dynamique. Chaque personne dépendante doit donc trouver sa propre voie pour sortir de l'addiction. L'intérêt d'un concept global est ailleurs: coordonner les approches, c'est repérer les points communs et expliquer les différences.

Il s'agit donc plutôt de faire la transparence entre les domaines?

Exactement. Les politiques des addictions sont nées indépendamment les unes des autres. Impossible d'éviter les contradictions dans une telle situation. Prenez un exemple: aujourd'hui, on veut libéraliser le cannabis, mais durcir les règles pour l'alcool. Pourquoi? Les réflexions scientifiques ne suffisent pas pour expliquer une telle différence, car il s'agit avant tout d'une question de perception sociale.

La question n'est pas de savoir si une substance est légale ou illégale, mais de comprendre pourquoi il en est ainsi.

Selon le rapport, «il est recommandé de renoncer à l'avenir à la distinction peu efficace entre substances légales et illégales». Allons-nous vers la légalisation des drogues illégales?

Pas du tout. La question n'est pas de savoir si une substance est légale ou illégale, mais de comprendre pourquoi il en est ainsi. Avant d'être un instrument de régulation, le statut légal d'une substance est d'abord le reflet d'un débat de société. Celui-ci est aujourd'hui clairement hostile au cannabis, alors que le monde politique et l'opinion publique penchaient pour la libéralisation dans les années 1990. De ce fait, le cannabis est illégal, alors que cette substance engendre un potentiel de risque comparativement assez faible avec l'alcool, lequel est moins réglementé, alors que son potentiel de risque est beaucoup plus grand.

Il faut dire que les tentatives d'assouplir l'interdiction du cannabis n'ont jamais passé la rampe des scrutins populaires de ces dernières années.

C'est un fait, raison pour laquelle nous n'entendons pas dépénaliser la consommation du cannabis. Ce qui ne veut pas dire pour autant que nous ne réfléchissons pas sur son in-

terdiction. Tel est d'ailleurs le mandat des trois commissions fédérales appelées à conseiller le Conseil fédéral. Quant à savoir comment l'opinion publique et les milieux politiques perçoivent cette approche, c'est un autre débat.

Si je vous comprends bien, le rapport cherche plutôt une voie moyenne en proposant par exemple un régime d'amendes d'ordre, à l'instar de ce que le canton de St-Gall connaît déjà?

Voilà un bon exemple: la population s'oppose à la dépénalisation des drogues, mais en même temps, beaucoup réalisent que la réglementation actuelle n'est pas une solution viable. La seule issue est de résoudre ce dilemme par des solutions pragmatiques.

Selon le rapport, l'option de vie la plus saine devrait être aussi la plus attractive. Un rêve qui tient de l'utopie, surtout chez les jeunes?

Non, c'est tout à fait possible! La question est: que signifie plus attractif? Pour les jeunes, le prix et l'image d'un produit sont des éléments décisifs. Si l'on réussit à développer des produits sains à petit prix, emballés dans une image positive, la probabilité est bonne que les jeunes les adoptent.

Certaines idées du rapport font figure de blocs erratiques dans le débat européen. Comment les propositions suisses sont-elles perçues à l'étranger?

Pour reprendre votre image, parlons plutôt d'un mini-bloc erratique, la Suisse ayant un rayonnement très relatif. Aujourd'hui, on observe deux courants face à la libéralisation des drogues: certains pays comme la Suisse ou les Pays-Bas reculent plutôt sur la question, tandis que d'autres pays comme le Portugal, l'Angleterre ou l'Allemagne se dirigent vers la libéralisation. Dans ces pays, on a fait le constat que souhaiter une société sans addiction, c'est bien joli, mais que ces souhaits n'ont que très peu à voir avec la réalité. Chaque Etat devra tôt ou tard réfléchir à l'épineuse question de savoir où placer la limite entre les représentations éthiques et sa responsabilité face aux problèmes réels qu'il doit résoudre.

Le rapport veut atténuer les limites entre la consommation problématique et l'addiction. Ne faut-il pas craindre ici un risque de minimisation?

Il ne s'agit pas d'estomper les limites entre consommation problématique et addiction, mais de montrer de manière claire

qu'il y a un besoin de prise en charge déjà en cas de consommation problématique. Les «personnes présentant des consommations problématiques» ne correspondent pas à l'image des clochards enivrés des passages sous-voies. Bien souvent, ils croient n'avoir aucun problème avec l'alcool. Or, les faits démontrent que les coûts occasionnés aux collectivités publiques par les personnes qui consomment de façon problématiques sont au total bien plus élevés que les coûts engendrés par les personnes réellement dépendantes. En clair, réduire les problèmes liés à l'alcool à une minorité visible, c'est méconnaître l'ampleur du problème, qui touche malheureusement de larges couches de la population.

Mais alors, pourquoi permettre encore la publicité sur le tabac et l'alcool? C'est ridicule et le rapport ne dit mot à ce propos.

La question est justifiée, mais la vérité est là: tout ce qui est légal peut faire l'objet de publicité. Les restrictions publicitaires dictées par des motifs de protection de la santé sont délicates, car elles touchent toujours à la liberté de commerce. Il faut donc soupeser les impératifs de santé publique par rapport aux intérêts économiques. Mais cette problématique

Les «personnes présentant des consommations problématiques» ne correspondent pas à l'image des clochards enivrés des passages sous-voies.

Une politique des addictions sans contradictions est une utopie, tout comme une société sans addiction.

relève de la politique. Le rapport en question explore uniquement les pistes praticables du point de vue de la santé publique.

Etant donné ces contradictions, est-il vraiment possible d'esquisser une politique globale en matière d'addiction?

Soyons clairs: une politique des addictions sans contradictions est une utopie, tout comme une société sans addiction. Cette politique ne pourra jamais concilier parfaitement tous les paramètres éthiques, sociétaux et légaux en jeu, d'autant plus que ces paramètres sont évolutifs. Pour conclure, je dirais que le défi majeur de la politique des addictions, c'est d'apprendre à vivre avec ces contradictions. ●